

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 23/035/2008 – ÉFAI

22 septembre 2008

AU 270/08 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

COLOMBIE **Rodolfo Vecino Acevedo (h)**]
 Rafael Cabarcas (h)] membres de l'Union syndicale ouvrière de
 Nelsón Berrio (h)] l'industrie pétrolière (USO)
 Hernando Hernández (h)]

Domingo Tovar (h), membre de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT)

Lenin Fernández (h), dirigeant étudiant dans le département du Cesar

Amnesty International est inquiète pour la sécurité des personnes nommées plus haut, qui sont la cible d'une campagne d'intimidation de la part de groupes paramilitaires. Le 18 septembre, l'Union syndicale ouvrière de l'industrie pétrolière (USO), un syndicat pétrolier, a reçu un courriel de menaces de mort provenant du groupe paramilitaire des *Águilas Carlos Castaño Vive* (CCV, « Aigles Carlos Castaño toujours en vie »), qui disait : « *Nous vous rappelons les sentences de mort contre ces fils de putes de guérilléros qui continuent de faire chier* ».

Le message poursuivait en accusant les six hommes de constituer la branche politique de l'ELN, l'Armée de libération nationale, avertissant qu'ils « *tomber[ai]ent tous un à un comme ils le mérit[ai]ent, ces guérilléros* ». Outre les quatre membres de l'USO, Domingo Tovar de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) a été menacé, et son organisation qualifiée de « *berceau de terroristes* ». Lenin Fernández, dirigeant étudiant du département de Cesar, a pour sa part été « *condamné à mort* ».

Le 9 septembre, deux couronnes mortuaires ont été envoyées aux bureaux de l'USO à Cartagena, sur la côte nord de la Colombie, dans le département de Bolívar. Elles étaient accompagnées de messages de condoléances pour Rodolfo Vecino Acevedo, qui se trouvait alors à Cartagena. Plus tard, deux salons funéraires ont téléphoné aux bureaux de l'USO pour demander l'adresse où pouvaient être envoyées d'autres couronnes mortuaires, à la demande, soi-disant, d'une interlocutrice non identifiée. En décembre 2007, une gerbe similaire, accompagnée d'un message de condoléances concernant Rodolfo Vecino Acevedo, avait également été adressée aux bureaux de l'USO à Barrancamermeja, dans le département de Santander.

Le 1^{er} septembre, Rodolfo Vecino Acevedo et Rafael Cabarcas ont été demandés au téléphone aux bureaux de l'USO à Cartagena. Le correspondant a averti qu'« *ils savaient que ces deux fils de putes étaient en ville et qu'ils avaient envie de les tuer* ».

Le 18 juin, l'USO et cinq autres organisations œuvrant à Barrancabermeja ont reçu une lettre de menaces de mort provenant du groupe paramilitaire des Aigles noirs unis de Colombie (voir l'AU 188/08, 27 juin 2008, AMR 23/021/2008). Après avoir participé aux défilés de la Fête du Travail, le 1^{er} mai, Rodolfo Vecino Acevedo et Rafael Cabarcas ont été suivis jusqu'à leur lieu de séjour par des inconnus.

Le 31 août 2007, Rodolfo Vecino Acevedo a été menacé de mort dans un courriel des Aigles noirs unis de Colombie, qui l'ont prévenu qu'il allait « *laisser une veuve et quatre orphelins* ». Il avait déjà été menacé, en 2005, par les Milices d'autodéfense unies de Colombie (AUC). En novembre 2006, des hommes ont tiré, depuis leurs deux motos, sur le véhicule pare-balles qu'il avait coutume d'utiliser. L'épouse de Rodolfo Vecino, une connaissance et un garde du corps qui se trouvaient à bord au moment de l'attaque ont réussi à s'en sortir indemnes.

La Cour interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) a demandé aux autorités colombiennes de prendre des mesures pour garantir la sécurité de cet homme et de sa famille. Malgré cela, Rodolfo Vecino Acevedo et les autres membres de l'USO restent menacés.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au cours des quarante années du conflit armé colombien, les organisations de défense des droits humains, les syndicats et d'autres organisations à vocation sociale ont souvent été accusés de collaborer ou de sympathiser avec la guérilla par les forces de sécurité et les paramilitaires. C'est pourquoi ces personnes sont fréquemment menacées, victimes de disparitions forcées ou assassinées. Des défenseurs des droits humains ont également été menacés, voire tués, par des groupes de guérilleros qui les accusaient de collaborer avec « l'ennemi ».

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- priez instamment les autorités de garantir la sécurité de Rodolfo Vecino Acevedo, Rafael Cabarcas, Nelsón Berrío, Hernando Hernández et des autres membres de l'USO, ainsi que celle de Domingo Tovar et Lenin Fernández, en prenant toutes les mesures jugées utiles par les personnes menacées ;
- engagez-les à diligenter des investigations approfondies et impartiales sur ces menaces, à en rendre les conclusions publiques et à déférer à la justice les responsables présumés ;
- demandez aux autorités de prendre des mesures décisives pour combattre et démanteler les groupes paramilitaires, ainsi que pour enquêter sur leurs liens avec les forces de sécurité et rompre ceux-ci, conformément aux nombreuses recommandations des Nations unies ;
- appelez les autorités à élaborer, en collaboration avec des défenseurs des droits humains, des politiques et des plans visant à garantir la sécurité de ces derniers, conformément aux principes de la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, et à rendre ces plans publics.

APPELS À :

Président :

Señor Presidente Álvaro Uribe Vélez

Presidente de la República, Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-2, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 337 5890

Formule d'appel : Excmo. Sr. Presidente Uribe, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Défense :

Dr. Juan Manuel Santos

Avenida El Dorado, Carrera 52 OFI. 217, Centro Administrativo Nacional (CAN), Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 266 1003 (veuillez demander la ligne de fax : « Me da tono de fax por favor »)

Formule d'appel : Estimado Dr. Santos, / Monsieur le Ministre,

Procureur général :

Dr. Mario Germán Iguarán Arana

Fiscal General de la Nación, Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B (Av. Luis Carlos Galán No. 52-01) Bloque C, Piso 4, Bogotá, Colombie

Fax : +57 1 570 2000 (un message préenregistré en espagnol vous indique alors de composer le numéro de poste 2017)

Formule d'appel : Estimado Sr. Fiscal, / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

USO NACIONAL

Calle 38 No. 13-37 Of. 302, Bogotá, Colombie

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 3 NOVEMBRE 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.